

# « Gilets jaunes » : pour Philippe Aghion, « le gouvernement devrait mettre sur pied un “Grenelle” de la fiscalité »

 [lemonde.fr/idees/article/2018/12/03/pour-l-economiste-philippe-aghion-il-faut-retablir-une-nouvelle-forme-d-isf-pour-sauver-les-reformes\\_5391824\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2018/12/03/pour-l-economiste-philippe-aghion-il-faut-retablir-une-nouvelle-forme-d-isf-pour-sauver-les-reformes_5391824_3232.html)

L'économiste, qui a conseillé Emmanuel Macron lors de la présidentielle, estime qu'une sortie provisoire de la contrainte européenne des 3 % de déficit budgétaire est souhaitable.

Propos recueillis par Philippe Escande Publié aujourd'hui à 06h39, mis à jour à 06h39

Philippe Aghion est économiste, professeur au Collège de France. Spécialiste de la croissance, il a conseillé Emmanuel Macron durant la dernière campagne présidentielle. Pour sortir de l'impasse et financer un coup de pouce sur les retraites, il propose un rétablissement temporaire d'une taxation des très hauts revenus, voire une sortie provisoire de la contrainte européenne des 3 % de déficit budgétaire.

## Le gouvernement doit-il changer de cap ?

Le gouvernement doit maintenir le cap des grandes réformes structurelles. Comme l'explique très bien Jean Pisani-Ferry dans sa récente chronique (*Le Monde* daté du 30 novembre), avec le vieillissement de notre population, l'augmentation de notre potentiel de croissance est le seul moyen d'assurer à nos concitoyens une progression continue du pouvoir d'achat, et cette augmentation passe par la mise en œuvre de réformes trop longtemps différées.

Lire aussi [Jean Pisani-Ferry : « Les bénéfices de la croissance se dissipent avant de parvenir aux individus »](#)

En à peine plus d'un an, le gouvernement a réalisé la réforme du marché du travail, celle de la formation professionnelle et de notre système éducatif, ainsi que la taxation forfaitaire des revenus du capital. Mais il reste encore à conduire la réforme des retraites – pour passer de manière juste à un système par points qui assure le maintien du pouvoir d'achat des prestations de retraite sans pénaliser ceux qui ont commencé à travailler tôt –, celle de notre système d'assurance-chômage – pour instaurer une véritable flexisécurité à la française – et celle de l'Etat – pour mieux utiliser l'argent des contribuables et le diriger davantage vers la santé, l'environnement, la rémunération des enseignants et la recherche fondamentale.

Nous ne devons pas lâcher sur ces réformes mais, en revanche, mieux traiter les coûts de transition, et ils sont nombreux.

C'est justement ce qui a généré la colère des « gilets jaunes ». Que peut-on faire pour répondre à cette inquiétude ?

Je vois trois sujets qui reviennent régulièrement dans les revendications. Le premier touche aux retraites. Ce n'est pas une bonne chose d'avoir abandonné l'indexation des prestations de retraite sur l'inflation, ce qui se traduit par une perte de pouvoir d'achat pour les retraités.

Le deuxième sujet est celui de la taxation des carburants : il ne fallait pas l'augmenter par-dessus la hausse des prix du pétrole. Et derrière tout cela, le sentiment diffus mais exprimé avec violence que les riches sont trop favorisés, notamment avec la suppression du très symbolique impôt de solidarité sur la fortune (ISF).

Je pense, comme d'autres, que le gouvernement devrait très vite mettre sur pied un nouveau « Grenelle » portant sur les sujets de la fiscalité, du social et de la transition énergétique.

En attendant que soit menée cette grande négociation nationale, je recommande de geler toutes les augmentations de taxes prévues sur les carburants jusqu'à la mise en place d'un système qui, sans remettre en cause la trajectoire de la lutte contre le réchauffement climatique, préserve contre une montée trop forte des cours du pétrole. Une idée serait que le Haut Conseil pour le climat, nouvellement créé, définisse un prix de référence (qui augmente progressivement dans le temps) tel que si les cours du pétrole font monter le prix à la pompe au-dessus de ce prix de référence, alors on gèle toute augmentation de la taxe jusqu'à ce que le prix à la pompe redescende en dessous du prix de référence.

## Mais comment financer cette transition sociale alors qu'on cherche des économies partout ?

---

Je vois trois sources de financement possibles. Tout d'abord, remettre à plat et réduire les niches fiscales. Par exemple, revoir les aides à la pierre, qui sont passées de 4 milliards d'euros en 1995 à 13,6 milliards en 2016. Deuxième piste, introduire une taxe de solidarité sur les patrimoines mobiliers pour financer la transition : maintenir l'indexation des retraites sur l'inflation coûterait autour de 3 milliards à 4 milliards d'euros, ce qui correspond à peu près à ce que l'on pourrait récupérer avec l'établissement temporaire de cette nouvelle forme d'ISF touchant les très hauts patrimoines. Enfin, dernier levier, il ne faut pas nous interdire de sortir temporairement de la contrainte budgétaire européenne des 3 % de déficit et d'aller jusqu'à 3,5 % si nécessaire.

Lire aussi [« Aux fractures politiques et sociales se sont ajoutées les fractures territoriales et fiscales »](#)

## Ne serait-ce pas décrédibiliser la parole de la France vis-à-vis de Bruxelles et des autres pays membres de la zone euro ? Et pourquoi accepteraient-ils ?

---

Parce qu'il y a le feu dans la maison et le risque d'être interrompu dans les réformes structurelles dont dépend notre potentiel de croissance à long terme.

A Bruxelles aussi, ils ont vu les images de ce week-end à Paris, et ils comprennent la gravité de la situation. Ils ont aussi en mémoire l'exemple de l'Italie : si les réformes engagées par Matteo Renzi ont échoué, c'est en partie parce qu'il n'a reçu ni aide ni encouragement de Bruxelles. Il faut accepter l'idée que, à certains moments, on puisse emprunter sur nos gains futurs de croissance potentielle pour sauver les réformes. Nous vivons un tel moment.

Philippe Escande